



Collectif Urgence Solidarité Syrie

Communiqué du 4 novembre 2013

Un inacceptable abandon

Étrangement il est à croire qu'il suffit de laisser détruire la part visible du sinistre arsenal de Bachar Al Assad, qui lui a permis de tuer à l'arme chimique plus de mille personnes le 21 août 2013 dans la banlieue Est de Damas, pour offrir au dictateur une nouvelle respectabilité de la part de la Communauté Internationale. La lâcheté de cette dernière permet, en toute impunité, à Bachar Al-Assad de continuer à emprisonner, torturer et bombarder ; et finalement à continuer d'être un criminel de guerre et un criminel contre l'humanité au quotidien dans le silence assourdissant des responsables des grandes puissances.

On fait semblant d'oublier que fin août 2013, la seule menace de frappes aériennes contre ses bases de lancement avait démontré la limite des discours péremptoires et provocateurs de Bachar Al-Assad, mais surtout les limites de sa résistance militaire qui ne tient qu'avec l'appui massif des miliciens du Hezbollah, les Gardiens de la révolution iraniens et du soutien matériel et logistique de la Russie.

On fait semblant d'oublier que depuis le début de l'année 2013 quatre raids (30.01, 03 et 05.05 et 31.10) des avions de combat israéliens ont attaqué les installations militaires du régime sans la moindre réaction de ce dernier ; preuve supplémentaire de la vulnérabilité du dispositif anti-aérien dont de nombreux « spécialistes » nous avaient pourtant vanté l'efficacité et la puissance dissuasive.

Comment les grandes puissances peuvent elles donc encore se justifier de ne pas imposer une zone d'exclusion aérienne afin de protéger les populations civiles des bombardements ? Le rideau de fumée des palabres pour un hypothétique Genève 2 – sans prise en compte des aspirations du peuple syrien – ne peut en aucune sorte dédouaner les grandes puissances de leur devoir d'imposer dès maintenant à Bachar Al Assad des couloirs humanitaires indispensables au secours aux populations et de prendre des mesures pour les protéger des bombardements aériens et mettre un terme à l'état de siège inhumain imposé aux populations.

Les dirigeants des grandes puissances seront comptables du devenir de la Syrie et de son peuple qui s'est soulevé, il y a plus de trente mois, pour son droit légitime à la liberté.

***Chaque jour de silence et de lâcheté est un feu vert pour la poursuite du massacre.
Exigeons la mise en œuvre d'une protection effective de la population syrienne.***

Contact presse : urgencesyrie@gmail.com